

La politique générale du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste (P. O. U. M.)

Le parti ouvrier d'unification marxiste, qui représente en Catalogne surtout, une importante fraction du mouvement ouvrier, décide de créer ce «Bulletin d'information» tant pour rééditer les légendes plus ou moins intéressées sur les événements d'Espagne que pour préciser devant ces événements sa position politique.

Il est impossible de comprendre la guerre civile qui se déroule aujourd'hui si on ne remonte pas jusqu'à la révolution du 14 avril 1931 qui précipita la chute de la monarchie.

La «République du 14 avril» ne fut qu'une monarchie sans monarque. Elle proclama bien la nécessité d'une réforme agraire et la séparation de l'église et de l'Etat mais ne fit rien pour réaliser les grandes réformes démocratiques et laïques attendues par le peuple. Ne touchant en rien aux cadres militaires et civils de l'Etat monarchique, mécontentant ouvriers et paysans, les partis démocratiques se divisèrent et furent écrasés aux élections de novembre 1933. De 1933 à 1936 c'est le bloc des droites qui gouverne sous la direction réelle de Gil Robles. Ce bloc représente les intérêts de l'église et de la grande propriété foncière, intimement liés à la haute finance espagnole et internationale. Son but est la fascisation progressive de l'Espagne, la oration d'un Etat clérical et corporatif à la manière de l'Autriche. En Octobre 1934, la classe ouvrière se lève contre les cléricalo-fascistes; mais sauf dans les Asturies qui résistent quinze jours et où l'unité totale du prolétariat se trouve réalisée, le prolétariat affaibli par l'abstention des anarchistes et la pusillanimité des républicains catalans est écrasé rapidement.

Bien que battue, l'insurrection d'Octobre 1934, réalise dans les Asturies les formes d'un nouveau pouvoir révolutionnaire. Sa base se trouve dans les comités d'alliance ouvrière où se réunissent les délégués des partis prolétariens et des organisations syndicales, comités délibérant et exécutant à la fois. Dans l'insurrection asturienne se construit pour la première fois en Espagne, une armée composée exclusivement de milices ouvrières.

Avec le front populaire, gagnant tous les partis antifascistes, prolétariens ou bourgeois, va se renouveler en 1936 dans le même cadre constitutionnel et administratif, l'expérience républicaine de 1931.

Le gouvernement de front populaire est entre les mains de la gauche républicaine de Azaña et le programme rédigé par tous les partis ne dépasse pas les aspirations de ce parti réformiste bourgeois. Cette nouvelle expérience du libéralisme bourgeois n'aboutit qu'à la catastrophe. Respectueux de la propriété privée, il est dans l'impossibilité de satisfaire les revendications des paysans travailleurs; il se refuse à confisquer les richesses féodales et cléricales, il ne porte aucune attaque à la toute puissance des banques. Politiquement, il évite de frapper les éléments réactionnaires, qui préparent avec une science consommée la vaste rébellion d'aujourd'hui.

Les cinq mois de gouvernement de Front populaire suffisent pour démontrer l'incapacité de la démocratie bourgeoise à assurer le pain des travailleurs aussi bien qu'à défendre leur liberté. Le régime capitaliste en Espagne ne pourrait être garanti que par l'établissement d'une dictature militaire à la Franco.

La bourgeoisie républicaine est abandonnée par SON armée par SA bureaucratie. Seule la classe ouvrière armée sauve aujourd'hui la liberté du peuple d'Espagne.

Les ouvriers paysans et marins ne se battent pas pour défendre la vieille République bourgeoise qui ne leur a rien ap-

porté, mais pour établir le régime futur: la République des travailleurs. Cela ils le savent malgré la propagande des partis du Front populaire qui prétendent que les milices ouvrières défendent la constitution actuelle. Si à Madrid la classe ouvrière sous la conduite des partis socialiste et de l'U. G. T. et des communistes officiels suit encore les directives du Front populaire, à Barcelone, le gouvernement de la Généralité ne représente plus qu'une façade officielle, sans pouvoir aucun. La véritable autorité y est exercée par le Comité central des milices antifascistes composé en majorité par les délégués des organisations ouvrières. A côté de lui le conseil économique a la mission de réorganiser l'économie catalane dans le sens du socialisme. Les gouvernements des provinces de Lerida, Gerona, Tarragona sont entre les mains des ouvriers. Notre P. O. U. M. y a l'influence prépondérante. Il n'existe donc pas, ce qu'on appelle «dualité de pouvoir» en Catalogne; la classe ouvrière y contrôle effectivement toute la société. Par le canal des syndicats le prolétariat assure la gestion de tous les services publics et de nombreuses entreprises privées. Le clergé et les réactionnaires sont expropriés, les maisons des riches et les couvents transformés en centres d'éducation ou en sarratoria. Il se forme des comités dans les entreprises et les villages, parmi les marins et les troupes républicaines. Notre P. O. U. M. qui fait tout ce qui est possible pour en créer d'autres et les lier entre eux, voit dans ces comités, la base même de la République ouvrière et paysanne en gestation. Nous voyons chaque jour que la vieille démocratie bourgeoise est morte en Espagne. Aussi le mot d'ordre du P. O. U. M. est-il la création d'un gouvernement d'alliance ouvrière appuyé d'une part sur les organisations normales du prolétariat et des petits paysans, d'autre part sur les comités locaux. Un tel gouvernement aurait le maximum d'autorité et d'initiative pour écraser le fascisme et accélérer la transformation de l'Espagne dans un sens socialiste. Une Assemblée constituante formée par les délégués des comités d'ouvriers, de paysans, de combattants donnerait à l'Espagne ouvrière sa constitution définitive.

Mais pour arriver à ce but suprême de sa lutte, le prolétariat doit veiller à remplir les deux conditions suivantes:

La première est de ne pas désarmer; de ne pas rendre ses armes à la bourgeoisie; c'est d'autant plus nécessaire que de nombreux éléments de la bourgeoisie républicaine cherchent à réaliser des compromis avec les militaires fascistes, compromis qui seraient une trahison à l'égard du peuple espagnol. Nous déclarons que quiconque cherchera un compromis avec nos ennemis sera traité de la même façon qu'eux, quiconque cherchera à désarmer le prolétariat sera considéré comme un complice de nos ennemis.

La deuxième condition est le maintien et le renforcement de l'unité d'action entre les travailleurs. L'unité d'action s'est scellée dans le sang de milliers de combattants morts pour la cause du prolétariat. Elle doit être indestructible et ne pas permettre à nouveau que la classe ouvrière se mette à la remorque de la bourgeoisie républicaine pour la défense du régime capitaliste.

Aujourd'hui, dans cette lutte pénible et inexorable, la classe ouvrière d'Espagne, de larges couches de la payssannerie, des classes moyennes, des intellectuels et techniciens ont pris conscience de la malfaisance du capitalisme et des horreurs auxquelles il aboutit. Notre parti aspire à les guider vers l'Union des Républiques socialistes Ibériques, nouvelle étape de la Révolution socialiste mondiale.

Discipline révolutionnaire

Voici les instructions que s'est donnée à l'unanimité la 2.ème colonne du P. O. U. M. en campagne.

Il se continue des «milices armées d'ouvriers et de paysans» qui ont pour but immédiat l'écrasement de la réaction et du fascisme pour hâter la révolution jusqu'à l'amélioration totale

politique et économique de la vie des travailleurs de la ville et des champs.

Article I.—Tous les travailleurs qui se sont enrôlés ou s'enrôleront dans les milices du P. O. U. M., s'engagent à lutter contre le fascisme et contre la réaction sous la direction du